

*Prêts aux petites entreprises—Loi*

Et cela, nous ne voulons pas le faire de façon unilatérale, ni imposer notre façon de voir. Nous laissons cette manière de gouverner à d'autres. Et on les connaît si bien ces «autres», que nous n'avons même pas besoin de les nommer. Ce désir de consulter et de répondre aux besoins et aux demandes du peuple, notamment dans le monde de l'industrie, a été des mieux accueilli. J'en prends à témoin les déclarations des gens du milieu des affaires et qui ont été rapportées dans un grand quotidien torontois, le journal *The Globe and Mail*:

*[Traduction]*

Les associations de petites entreprises affirment qu'elles tiennent à connaître le point de vue du gouvernement.

*[Français]*

... y lit-on. N'est-ce pas là la preuve éloquente de la réceptivité du milieu des affaires canadiennes suite aux diverses actions entreprises par le gouvernement Mulroney?

Et si cela est vrai, monsieur le Président, pour le Canada tout entier, cela est tout aussi vrai pour les gens de ma circonscription.

Certains diront que ma circonscription est d'abord et avant tout agricole. Certains iront même jusqu'à prétendre qu'elle est essentiellement agricole et que les problèmes de la PME n'ont pas à préoccuper un député venant d'une telle circonscription.

Monsieur le Président, ces gens-là sont dans l'erreur. Je tiens d'abord à préciser que j'ai un très grand respect pour les gens vivant de l'agriculture. C'est vrai qu'ils sont nombreux dans ma circonscription. C'est vrai qu'ils ont des problèmes particuliers. De tout cela, je suis pleinement conscient et, tout au long de ma campagne électorale, j'ai formulé pour eux des revendications et des politiques susceptibles de répondre à leurs besoins. Depuis que je suis élu, j'ai tout fait et je continuerai de tout faire pour mettre en œuvre ces plans d'action que nous avons concertés ensemble, les gens de la classe agricole et moi.

Ce groupe est donc d'une grande importance, mais il n'est pas le seul. On semble trop souvent oublier qu'il existe en dehors des grands centres comme Montréal et Québec des industries qui se rattachent à la PME et qui sont situées en périphérie.

Le temps est donc venu, monsieur le Président, de voir à ce que l'industrie qui est située en région ait, elle aussi, sa place au soleil et son mot à dire. Et comme j'ai passé toute ma vie dans la PME et à tous les niveaux, de simple commis à la table de direction d'entreprise jusqu'au bureau de président-directeur général, je puis vous assurer que le témoignage que je vous livre est fondé beaucoup plus sur l'expérience que sur la théorie.

Monsieur le Président, autant il est vrai qu'en région la PME est aussi importante économiquement que dans les grands centres, autant il est faux de prétendre qu'il faut aborder la question de la même manière.

Ainsi, il serait illusoire de croire qu'il faille à tout prix des mégaprojets afin de mettre économiquement une région sur la «map», car c'est ce qu'il faut viser: être présent, être visible. Il ne faut pas avoir peur de faire preuve d'un esprit dynamique pour des régions fortes. Se référant à l'époque du gouvernement centralisateur que les libéraux nous ont fait endurer pendant près de deux décennies, ce ne sont pas seulement les provinces qui en souffraient. La centralisation était si forte, qu'elle avait des répercussions jusque dans les régions.

Monsieur le Président, pour avoir un pays fort économiquement, on a trop longtemps oublié qu'il faut qu'il se compose de régions fortes, car si les parties sont faibles, comment peut-on espérer qu'un tout soit fort? Cela est impensable, illogique, et cela, l'équipe dont je fais partie l'a très bien compris. A preuve, les accords signés avec les provinces, tel l'Accord Atlantique, ou encore le climat d'ouverture et de collaboration ayant animé la Conférence de Regina il y a quelques jours à peine.

Oui, monsieur le Président, c'est seulement par une saine politique de développement régional que l'on peut assurer la prospérité nationale. Et si, en région, les projets éléphantesques, les éléphants blancs n'ont pas leur place, voyons ce qu'il faut mettre de l'avant.

Il faut assurer le développement régional en favorisant l'essor de la PME et plus particulièrement la PME axée sur les ressources naturelles. Il faut savoir aller chercher ce qu'il y a dans notre milieu et le faire fructifier. A quoi sert de viser à acquérir et à développer ce qui est propre à la région voisine? Voyons et inventorions les ressources de notre milieu. Développons-les! C'est ainsi qu'il sera possible d'avoir des régions fortes.

Par exemple, dans Kamouraska-Rivière-du-Loup, on peut compter sur plusieurs grandes ressources qui font souvent figure d'enfant négligé. Je pense à la pêche et, entre autres, à la pêche à l'anguille. Comment se fait-il que les pêcheurs d'anguilles n'ont qu'une seule manière d'écouler leur produit, soit de l'acheminer vers la région de Montréal pour qu'il soit exporté en Europe? Comment se fait-il que la ressource soit chez nous et qu'elle ne produise que si peu de retombées économiques?

C'est la même chose pour la tourbe. Pourquoi ne peut-on pas développer des PME visant à la transformation de cette ressource quasi inépuisable alors que, soit à Toronto, Winnipeg ou Vancouver, on retrouve des sacs de tourbe extraite à Rivière-Ouelle ou à Rivière-du-Loup ou ailleurs?

Et que penser de la forêt? La question amène là aussi une réponse insatisfaisante sur le plan économique. Des industries pointent dans ce domaine, mais elles n'ont pas le moyen de se hisser à un échelon supérieur de concurrence, faute de capitaux bien souvent. Au lieu de les aider, on cherche à les étouffer. Il faut que cette pratique cesse! Concernant le tourisme, ma circonscription n'est présentement qu'un corridor entre Québec et la Gaspésie. Comment ne pas faire fructifier le capital touristique, cette richesse naturelle, culturelle, qui balise ce passage? Là aussi, la ressource est disponible, mais elle est stagnante.

Quant à l'agriculture, on ne peut que déplorer le manque de PME visant à la transformation chez nous de l'agro-alimentaire. Il en existe, certes, quelques-unes et ces entreprises sont souvent des piliers économiques pour la région, mais elles sont trop peu nombreuses comparativement au potentiel que révèle notre milieu.

Cela demande aussi des agents de développement économique dans la région même, des agents comme la Corporation de développement économique de La Pocatière qui se charge de la promotion industrielle pour l'ensemble de la MRC de Kamouraska. C'est une première québécoise dans ce secteur et dont ma région est fière. D'autres projets pourront suivre pour Les Basques et Rivière-du-Loup, ce qui démontre, dans les faits, les retombées positives d'une saine décentralisation.